

MIGRATION ET DEVELOPPEMENT L'INTÉGRATION DES MIGRANTS 23 avril 2007

Compte rendu

Introduction – Marc Eyskens

Chers amis,

Le monde est notre village, c'est une sorte de mouvement biblique. L'aventure humaine commence dans la vallée de l'olduvai, région frontalière entre la Tanzanie et le Kenya il ya 6 000 000 d'années. Les premiers immigrés étaient des africains, à la peau foncée. L'humanité était une et indivisible, puis a essaimé. On vit sur une planète qui compte plus de 6 000 000 000... Nonobstant, la planète devient notre village. Et comme je disais, c'est un événement biblique, une aventure colossale, l'interpénétration interraciale, interethnique, intercontinentale, interculturelle.

Mais cela va de paire avec beaucoup de difficulté. On tombe dans le simplisme. Le Monde est notre village, notre village est le monde. Il faut vivre avec les autres dans notre village, dans ce qu'on connaît, parmi notre clan. On a besoin de la chaleur de notre nid. On a besoin de notre identité, on est tous un peu souverainistes. Il y a même dans un pays qu'on aime bien, au sud de notre frontière, des partis souverainistes. On est pas très éloignés du nationalisme. Le mot nationalisme a une racine latine, « naître ». On doit vivre avec ceux qui ont la même origine. C'est un grand paradoxe qu'au moment où la terre s'unifie, il y a une tendance au repli sur soi même, au protectionnisme. Pour l'Europe ce sentiment n'est pas nouveau, mais il est paradoxal au regard des événements, des faits et des statistiques.

Il faut bien se rendre compte, et les européens ne s'en rendent pas assez compte, que dans 20 ans l'Europe comptera 5% de la population mondiale. Il faudra vivre avec ! 95% de personnes d'autres religions, d'autres cultures, d'origines, qui parleront d'autres langues.

Les problèmes linguistiques vont se résoudre, non pas grâce aux hommes politiques belges, rompus à ce genre de problème, mais grâce aux technologies nouvelles. Dans 20 ans nos enfants et nos petits enfants se promèneront avec des ordinateurs miniaturisés, incrustés dans leurs lunettes, et se promèneront sur la place céleste à Pekin, parleront français, allemand, néerlandais, toutes les langues européennes, les chinois le chinois, et tout le monde se comprendra. Ce n'est pas de la science fiction, c'est une réalité qui s'annonce déjà aujourd'hui. Mais le problème n'est pas la essentiellement, bien que la langue soit un élément d'identité. Il est aussi dans un dilemme entre la multiculturalité et l'interculturalité. A Bruxelles, à l'intérieur du Polygone, il y a 56% d'étrangers ou de gens d'origine étrangère. Où sont les vrais bruxellois, question sympathique mais qui n'a plus aucun sens, qui est dépassée par les événements. Notre société est donc multiculturelle. Le grand danger est que la société multiculturelle n'éclate en ghetto, et qu'on préconise le développement parallèle, ce qui est la thèse de l'extrême droite. En

Flandres, le Vlaams Belang, qui constate bien qu'on ne peut pas jeter à la mer tous les étrangers qui sont venus chez nous, préconise le développement parallèle.

C'est la mauvaise solution, car vous aurez tôt ou tard les événements qui ont eu lieu en France dans les banlieues, où il y a eu une forme de développement parallèle, séparé du reste de la population, avec une formation de ghettos, qui a conduit à des explosions épouvantables. La seule solution est l'interculturalité, avec des formes d'intégration. Mais pour ce faire, il faut être à deux, et il faut bien se rendre compte que la aussi on est devant un choix difficile : on ne peut pas demander aux étrangers de s'assimiler complètement. Nous aussi attachons certaines valeurs à nos traditions. Il y a le point essentiel de la liberté religieuse : on ne peut exiger des étrangers qu'ils abandonnent leur religion pour s'intégrer. Il faut donc trouver un moyen de réaliser l'intégration, sans verser dans l'assimilation réductrice. Et c'est cela l'équilibre à trouver, qui n'est pas simple.

Quand je me promène en Belgique, par exemple à Anvers, je marche dans la rue et je parle aux gens, je leur demande combien de Marocains il y a à Anvers. « Ah monsieur, 300 000 !! ». Mais les statistiques font état de 1.000.000 d'étrangers. « Ah monsieur, beaucoup trop, tous des marocains ». Statistiques officielles : 81 000 Marocains, et les nouveaux Belges bien sur, il faut tenir compte de tout. Il y a je crois 75 000 turcs. Les immigrés en Belgique sont largement Européens, 600 000 ! Nous sommes un des pays les plus riches du monde, et dès lors du système solaire et probablement de notre voie lactée. Je suis prudent je ne vais pas me prononcer sur les autres galaxies, mais il devrait être possible de faire un effort organisationnel et financier pour promouvoir une politique d'intégration et d'interculturalité.

L'ancien bourgmestre d'Anvers, Bob Kools, a écrit une thèse de doctorat à l'âge de 70 ans, sur la politique du logement interculturel, avec des idées extrêmement valables. Bien sûr, il faut pouvoir les appliquer, elles ont un certain coût : c'est l'interculturalité promue par des formules d'habitat, qui rompent avec la réalité des ghettos et qui promeuvent l'intégration des gens.

Nous sommes ici pour écouter des gens qui ont une expérience de terrain, et je vous rends le micro.

Ahmed Medhoun – Echevain St. Josse

Je voudrais donner ma vision des choses, en ce qui concerne un laboratoire très particulier qui est le laboratoire bruxellois, puis vous donner ma compréhension des choses en ce qui concerne les difficultés de scolarisation des jeunes issus de l'immigration, et enfin de dégager quelques pistes, puisque si j'ai bien compris l'ambition de cet atelier est de pouvoir dégager des propositions pour agir, pour mieux vivre ensemble.

J'ai une multiplicité de casquettes je suis de Saint Josse, je suis échevin dans cette commune et j'ai été scolarisé à quelques rues d'ici. Depuis quelques temps j'ai accepté de franchir les frontières qui séparent le monde laïc et le monde confessionnel, en étant du côté de ceux qui veulent jeter des ponts. Nous sommes dans une société divisée, et parler d'intégration dans une société divisée c'est un exercice plus complexe qu'ailleurs. L'institutionnalisation de ce pays a fait en sorte que la complexification des moyens d'agir est une réalité. Agir en matière d'intégration ne va pas de soi. Il y a pourtant des motifs de se réjouir. Le ministre Eyskens parle dans son enthousiasme galactique des indicateurs assez intéressants pour la Belgique et en particulier pour Bruxelles.

Bruxelles est un village planétaire travaillé par sa diversité. Les grands enjeux de société dans le Monde et en Belgique sont représentés ici : vivre ensemble ou séparés ?

D'entrée de jeu, vous avez mis le doigt sur cette tension qui va organiser la société Belge. La logique est aujourd'hui plus à la séparation qu'au vivre ensemble.

Je crois que dans une société divisée, il faut regrouper toutes les forces, toutes les alliances, dans le sens d'une humanisation. Le chemin est long mais les forces doivent s'allier, trouver un pacte. Les forces de l'exclusion sont toujours très actives, car elles provoquent cette impression de ne « pas en être » et créer du ressentiment, des souffrances, et faire qu'à un certain moment l'individu soit capable de se retourner contre ceux qu'ils considèrent comme porteurs d'injustice.

Je voudrais vous parler de la réalité Bruxelloise, du vivre ensemble au travers de l'école. Bruxelles est formidablement intégratrice du point de vue politique. C'est un indicateur très fort, notamment par rapport à la France. L'album de famille de la diversité française se trouve sur le terrain de football. A l'assemblée nationale elle est inexistante. Cet album de famille se retrouve dans nos organes législatifs.

En revanche, certains indicateurs de l'intégration sont extrêmement inquiétants. Bruxelles est une société divisée : la tendance à l'évitement est importante. Avec la durée des études, cette impression de vivre dans des environnements séparés fait en sorte que beaucoup de jeunes sont socialisés dans des environnements parallèles. Les piliers sont de plus en plus effrités. Il y a 30 ans de cela, quelqu'un de l'ULB ne serait peut-être pas venu à cette réunion. Aujourd'hui, un grand nombre de nos étudiants ont été scolarisés dans l'enseignement libre et confessionnel. Le monde change, mais cette résistance à l'hétérogénéité, au mélange, au métissage continue à exister.

Bruxelles a pour caractéristique de faire coexister plusieurs systèmes éducatifs, qui sont des systèmes fermés. Francophones, néerlandophones et européens. Bruxelles a un formidable atout, c'est que c'est une des villes mondiales où le nombre de langues est le plus élevé. L'offre d'emploi est très importante, mais l'accès réel est difficile pour les publics issus de l'immigration, du fait de la discrimination. Je ne crois pas que le maintien des réseaux soit toujours aussi pertinent qu'il ne l'a été. Entre l'enseignement communal et celui de la communauté française il faudrait imaginer un certain nombre de rapprochement. A l'intérieur de ces mondes, il y a une caractéristique bruxelloise, ce sont les conditions dans lesquelles sont scolarisés les jeunes issus de l'immigration.

C'est une réalité qui saute aux yeux. Bruxelles n'a pas d'indicateur de performance scolaire de performance, mais il y a un indicateur de choix d'établissement. Le public scolaire, des jeunes filles de bonne famille en avance scolaire, aux jeunes issus de l'immigration en retard scolaire, les loups par opposition aux agneaux. L'hétérogénéité des publics scolaires est très faible dans de nombreux établissements bruxellois. On peut l'expliquer par de nombreuses raisons, mais le jeu de l'évitement est important, et les concentrations ethniques sont considérables. Aujourd'hui, si on fait une photographie par origine ethnique des concentrations dans certains établissements, la réalité de cette concentration apparaît très fortement. La question se pose de savoir si ces conditions de scolarisation, dans l'entre-soi social et ethnique, subies plutôt que choisies, sont une bonne chose pour l'intégration. Je ne le crois pas. Les conditions ne sont pas les mêmes dans les établissements : la valeur du diplôme, du point de vue de l'acquisition des compétences, n'est pas la même d'un établissement secondaire à un autre, à filière comparable.

Prenez un établissement comme celui de Saint Josse, un établissement à forte concentration de ces publics dont nous parlons. Nous savons que le taux d'absentéisme des enseignants est de 8 à 10 % par jour. Sur 900 heures de scolarisation par an, sur 6 ans, vous avez une année de non formation en termes de valeur de votre formation. Quelles que soient vos ambitions, vous allez vous retrouver dans un enseignement supérieur, avec un déficit de formation par rapport aux élèves issus d'autres établissements. C'est la réalité de la dispersion des ressources, de notre système éducatif.

Maintenir ces conditions nous annonce des lendemains difficiles. A force d'être scolarisés entre eux, ces élèves ne constituent pas de réseaux. Le diplôme est nécessaire, mais pas suffisant, mais les accélérateurs de l'insertion professionnelle sont les réseaux. Le réseau ethnique est limité.

L'élément le plus discriminant, c'est le savoir être. A diplôme égal, de manière générale, tous les employeurs vont utiliser un indicateur comme celui là : une connivence, un humour en commun, des manières d'écrire, de parler, la maîtrise du français, etc. Ces savoir être sont difficilement acquis dans des environnements tels qu'on les connaît : homogènes socialement et ethniquement. L'intégration s'accompagne d'une réflexion de fond sur l'hétérogénéité, sociale et ethnique. Les moyens sont complexes. Il y a un débat difficile portant sur les moyens de réguler les effets pervers du marché scolaire. Il est

souvent difficile d'être un bon citoyen et un bon parent. On peut habiter dans de belles maisons de Saint Josse et éviter d'y mettre ses enfants.

On peut réfléchir à quelques pistes : la réalité des réseaux, quand on regarde les effets que cela peut avoir. Motiver des enseignants alors qu'ils n'ont que peu de pouvoir, alors qu'ils travaillent 30 à 40 ans dans des environnements difficiles et qu'ils ne peuvent pas mettre en œuvre de véritables conditions de gestions des ressources humaines.

Ce qui ne va pas de soi, c'est l'orientation majoritaire vers l'enseignement professionnel. Il y a une surconcentration dans les filières les moins porteuses. Il y a une véritable urgence.

Je suis très optimiste, mais également très inquiet de l'avenir. Nous sommes en amont de situations encore plus difficiles. L'enseignement supérieur bruxellois, formant de futurs diplômés, de type court pédagogique, reçoit principalement des jeunes issus de l'immigration, venant d'établissements où ils ont déjà un déficit dans leur bagage scolaire. Ils seront diplômés, et seront de futurs enseignants : l'ethnique gèrera l'ethnique, et ça sera encore plus difficile à gérer qu'aujourd'hui.

Pierre Laurent – Directeur collège campus St. Jean, Molenbeek

Je suis directeur du campus saint jean et je travaille depuis 31 ans, dont 12 dans cet école comme directeur, dans une école à discrimination positive, qui s'occupe depuis l'an 2000 des prim-arrivants. Il y a un avant 2000 et un après 2000. Avant 2000, je rejoins ce qu'a dit mon collègue : une école de quartier, avec des classes essentiellement composées de marocains. Depuis 2000, on est passé au multiculturel, et l'école est devenue beaucoup plus riche : il y a la multiculturalité, mais aussi des gens de classes sociales différentes, même si ils sont tous pauvres : quand on est médecin et qu'on quitte la Tchétchénie, on est pauvre en arrivant en Belgique.

Cette multiculturalité a enrichi mon école, et les premiers « primo » commencent à nous quitter et à aller à l'université, par exemple à l'ULB. Cela ne va pas sans mal : ça passe par l'écoute, et l'apprentissage du français. Nous voulons que les primo parlent français au bout d'un an : ils ont 20 heures de langue par semaine, et après un an, parfois moins, on les intègre dans les classes « normales » dans lesquelles ils sont encore soutenus au niveau du français, 10 heures par semaine. A cette condition là, ça marche, et les ex-primos sont mes meilleurs élèves.

Comment faire fonctionner cela avec 50 nationalités ? Ecoute, rigueur, et un code de vie bien établi. Il faut de la tolérance, et un cadre précis. Cette école est passé d'une école ghetto à une école bien plus confortable. Auparavant, les blocs s'opposaient, il y avait des tensions ethniques. Mais dans une classe comptant 10 ou 12 nationalités, le français unit. Les primo ne sont pas égaux : ceux qui sont candidats à l'asile, à la fin de l'année, on peut décider dans quelle classe la mettre. A ceux qui n'ont pas l'annexe 26, le ministère impose une classe. La troisième catégorie, c'est ceux qui n'ont pas d'équivalence, pas d'annexe 26, ils ne peuvent aller en dessous de 15 qu'en première accueil, au dessus en troisième professionnelle.

Les Mineurs non accompagnés sont un autre cas : nous en avons, ils font une scolarité tout à fait normale et parfois disparaissent dans la nature à 18 ans parce qu'ils sont menacés d'expulsion. Je trouve ça parfaitement idiot de les éduquer et de les former pendant trois ou quatre ans.

Les régularisations qui tardent, ou qui sont rejetées : j'ai deux élèves, dont une à l'ULB, qui ont été refusées après 7 ans. La petite a tendance à décrocher, elle n'y croit plus.

Depuis quelques années, on parle plus de la maltraitance dans le milieu familial. Au niveau de la religion, nous sommes une école catholique mais nous ne faisons aucune discrimination.

Contrairement à ce que disait mon collègue, dans ce milieu et dans cette structure, je ne suis pas trop inquiet, mais tout peut évoluer.

Sœur Françoise Coppieters – Welcome Babelkot Ixelles

J'ai envie de vous raconter quelques histoires, dont les noms sont d'origines différentes, et qui sont les premiers d'actions arrivées au Babelkot à Etterbeek.

Süriye est la première femme venue de Turquie, qui est venue frapper à notre porte pour avoir des cours de français. Elle vient d'un petit village du Kurdistan Turc, et tout son village est aujourd'hui à Etterbeek. Pendant 15 ans, nous nous sommes occupés des villages araméens du Kurdistan turc. Süriye était la première. Quand elle est arrivée, elle ne savait ni lire ni écrire. Son mari était extrêmement humilié de ne pas trouver d'emploi et de ne pas pouvoir apprendre le français. Elle avait des enfants, et ne pouvait pas suivre de cours. Elle est venue chez nous, et au même moment une sœur d'une congrégation missionnaire voulait rendre service. Suzanne lui a appris le français, à faire ses courses, à prendre le tram. Elle est encore au cours aujourd'hui. Elle est actuellement un des leaders qui me permet d'appeler les femmes lorsque nous organisons des activités collectives. Elles ont très peu le sens du calendrier, et il faut aller sonner à toutes les sonnettes.

Saïd est un petit marocain qui jouait dans notre rue. Nous avons commencé avec lui à réunir un petit groupe d'enfant le mercredi après-midi pour goûter et pour jouer. Il a dit qu'il voulait réussir à l'école. Nous avons commencé une école de devoir, une leçon, une leçon de tricot. Il est aujourd'hui éducateur, après avoir été animateur pour les enfants chez nous.

Raël vient d'Ethiopie, elle est arrivée il y a deux ans en Belgique. Depuis quelles années, nous sommes trop débordés pour attribuer à chaque femme étrangère une tutrice belge. Raël est arrivée avec son bébé, et ne peut suivre des cours à la commune. Bernadette s'est formée à des cours d'alphabétisation. Il y a maintenant 6 éthiopiennes avec leur bébé. Elle sait très bien coudre, et au cours de cette année, il y a eu une demande de pouvoir suivre un cours de couture. On a essayé de faire en sorte qu'elles apprennent à faire de la couture, avec Raël, mais elle ne parle pas encore bien français. Pour des personnes en

processus d'aculturation, dans des situations de fragilité, dont le pays est en guerre, il est très difficile de mener un projet et de le tenir dans la durée. Raël est soutenue par une polonaise, qui l'aide et assure le suivi. Mais pour un travail d'intégration, il faut beaucoup de patience. On oublie la dimension du temps, qui est possible dans une association bénévole comme la notre.

Chupa est la première tibétaine qui est arrivée au Babelkot : elle est arrivée en Belgique avec un petit bébé, et a beaucoup de mal à apprendre le français. Il faut des années à une asiatique pour apprendre le français. Elles ont besoin de cours spécifiques. De nouveau, nous sommes devant des situations où l'apprentissage est irrégulier, avec tout ce qu'il y a comme difficultés sociales. Les recours, les papiers accordés ou non. Cela pose un problème au niveau de la continuité du processus d'apprentissage. La précarité fait qu'on a besoin de beaucoup plus de patience pour soutenir le courage de ces personnes, qui dans tous les cas ne rentreront pas dans leur pays d'origine.

Je sens que les enfants qui sont arrivés ici, qui ont eu des difficultés à l'école, qui sont dans une situation où ils voient l'abondance et savent qu'ils n'y accéderont pas, vont développer beaucoup de colère et un risque de se retourner contre l'injustice.

Un enjeu de notre association et l'enjeu de la paix : nous avons eu un grand groupe de chrétiens orientaux qui sont arrivés très traumatisés de leur pays, et ils vivent près de turcs musulmans, qui ne savent pas ce qui s'est passé. Depuis le 11 septembre nous avons du travailler pour que les gens osent se regarder. Je pense donc que la mixité culturelle est plus facile à gérer que des affrontements de blocs. Il y a donc un enjeu d'ouverture extrêmement difficile à créer, et j'admire beaucoup les personnes qui arrivent en Belgique, et qui sont prêtes à s'ouvrir à une culture, et se retrouvent face au monde entier. C'est un défi extraordinaire qui ne marche que par la solidarité. Il y a un vécu commun, et le fait d'avoir des amis belges leur facilite les rapports avec les assistants sociaux ou l'administration belge.

J'aime ce qu'à dit monsieur Medhoun sur le savoir être. L'enjeu est de tisser des liens entre les différentes cultures, et nous n'en sommes qu'au début. Nous mélangeons aujourd'hui des animateurs issus du quartier et d'autres issus de quartiers différents. La cohabitation est difficile entre les jeunes issus de l'immigration et les jeunes bourgeois.

Conclusion – Marc Eyskens

Nous avons eu le privilège d'entendre 5 témoignages, de gens qui savent de quoi ils parlent, sont engagés au niveau social, politique et humanitaire. Ce furent des témoignages captivants, édifiants et souvent émouvants. Une des conclusions est qu'on est devant un problème complexe. Monsieur Medhoun a parlé de la démocratie des identités. C'est une excellente formule, mais il faut la creuser, et en tirer les conclusions : l'identité est un concept dangereux et explosif. La démocratie des identités ne fonctionne que moyennant le respect de l'autre. L'identité doit surgir du respect de l'altérité. C'est l'autre qui doit créer mon identité. Dans une situation d'isolement, votre identité sera une identité contre-productive, car vous allez devenir un identitaire protectionniste, défensif

et dès lors agressif. C'est évidemment un œuvre colossale, au niveau de notre propre population. Le respect de l'altérité est fondamental. J'entends souvent dire « finalement nous les Belges sommes assez gentils avec les étrangers », « allez un peu dans un pays X et essayez de construire une église » « il n'y a pas de réciprocité ». La solidarité, l'amour du prochain, dans sa conception évangélique, préconise un amour sans retour. Dès lors que vous exigez un contre bien pour le bien que vous faites, vous entrez dans une dialectique commerciale. Il faut expliquer que dans la solidarité il faut un certain unilatéralisme, et il ne faut pas d'emblée exiger la réciprocité. J'ai noté une dizaine de conclusions, autour de l'apprentissage des langues notamment. Mais je n'aime pas l'idée d'imposer manu militari l'apprentissage de la langue nationale ou de la langue de la communauté. L'apprentissage d'une langue requière toute une vie.

L'école est un problème complexe : handicaps, savoir être, discriminations. Il est évident que sur le marché du travail, les étrangers sont discriminés. Il faut avoir le courage d'acter qu'il y a discrimination. Un étranger qui est ici, qui s'intègre et qui a fait des études, si sur le marché du travail est toujours dépassé par un Belge, se sentira meurtri.

Les réseaux sont très importants, et la aussi Bruxelles peut être un laboratoire pour les réseaux intercommunautaires. Mais entre Belges nous donnons souvent le mauvais exemple. Il faut la aussi faire un examen de conscience. En Belgique, d'Ostende à Aarlon, si on ne parvient pas à s'entendre, les chances de s'entendre avec les étrangers sont minimales. Je suis également optimiste, mais un optimiste est souvent un pessimiste mal informé.

J'ai été un partisan fervent du droit de vote aux étrangers pour les élections communales, car la commune est un élément de base de l'intégration.

Les familles, l'entourage familial, la responsabilité des parents, les médias, le rôle des femmes, sont des données essentielles dans toute politique de développement. Le dialogue, et la négociation permanente d'une espèce de pacte d'intégration, ça c'est essentiel.

On fait déjà pas mal de choses. Nous n'avons pas en Belgique, hors de cas isolés, connu la même explosion raciste que nous avons pu voir en France, en Allemagne, au Danemark, aux Pays-bas.

Je pense que Caritas et vous œuvrez dans la bonne direction, mais il reste beaucoup de choses à faire. Il faut souhaiter qu'au cours de la prochaine législature, les hommes politiques soient conscients de ces problèmes, et surtout il faut de la cohérence, un plan d'ensemble.

Je vous remercie de votre attention et de votre ferveur.

Questions & réponses : A Ahmed Medhoune

- 1) On cherche l'intégration sans chercher l'assimilation : il y a des différences culturelles, qui sont souvent enrichissantes mais on parfois été exploitées de manière négative et agressive. Comment aborder ce genre de question ? Plutôt que de persécuter certains aspects extérieurs, mettons en valeur la culture des gens, des différentes communautés.**
- 2) Beaucoup de jeunes sont nés ailleurs, ce sont eux qui sont désocialisés. Je ne sais pas à quoi vous penser pour reclasser ce genre de personnes, car quand on parle en mal des étrangers, c'est à propos de ces gens : qui n'étudient pas, ne travaillent pas, ne peuvent s'insérer**
- 3) Vous avez mentionné le problème de ségrégation. Ce qui rend plus difficile d'acquérir le savoir-être. Aux Pays-Bas, en France, les gens sont obligés d'aller dans le quartier où ils habitent.**

Ces questions mériteraient de longs développements, mais je dois répondre de manière assez lapidaire. Vous devez consulter le site www.schola.ulb.be, site consacré aux actions d'éducation, et nombre de mes articles, qui répondent à vos questions de manière un peu plus longue.

Il est clair qu'on est dans un temps de besoin d'identité, et il y a un constat, celui des identités abimées : si chaque semaine, les seuls reflets du monde musulman sont des reflets dépréciatifs, cela construit des individus se promenant dans une galerie de miroir qui renvoient des images négatives de leur groupe. On intègre ainsi tout ce qui est à l'opposé d'une estime de soi. Il faut une politique de reconnaissance, une politique de valorisation. Par exemple, à l'ULB, l'exposition « l'âge d'or des sciences arabes », qui met en évidence le trait d'union entre les cultures. Il faut un enseignement du fait religieux à l'école, ne pas vivre dans une ignorance respectueuse des toiles de fond religieuses. Il faut montrer les liens, les filiations. Le monde est dans le temps du métissage et l'a toujours été.

Gérard de Cremona, grand traducteur arabe, qui a traduit l'essentiel des ouvrages de scientifique, se déplace à Tolède pour aller en quête de savoir, et étudie l'arabe pendant des dizaines d'années. L'un des grands enjeux, du point de vue des relations identitaires, c'est la question de savoir comment nous allons trouver des voies intelligentes pour la laïcisation des religions. Créer une acclimatation de l'Islam à la laïcité, un parapluie commun du vivre ensemble, est un des gros chantiers à venir. Un axe de la diversité qui questionne l'école, c'est cet axe là. Il faut être au côté des plus progressistes.

Je suis convaincu que l'on va aller vers de nouvelles formes d'engagement sociétal. Saint Josse c'est 140 nationalités, et un des revenus moyens par habitant le plus faible de Belgique. Sur 1km², vous avez 500 000 m² de bureaux. Vous avez des entreprises qui se portent extrêmement bien. Il faut imaginer aujourd'hui de nouvelles formes d'engagement de ces sociétés, et cela va contribuer à plus d'humanisation des formes sociales. Les entreprises veulent savoir comment contribuer au développement local.

Peut on imaginer une régulation du marché scolaire ? Je le crois. A terme, il faut d'avantage vivre ensemble et mettre un terme à l'entre-soi, et la seule manière, c'est de trouver une façon douce de réguler le marché. Peut on imaginer une carte scolaire à la française ? Cette hypothèse n'est valable que si il y a une unité de niveau d'exigence par établissement, et une unité de rendement scolaire : il faut donc un Bac, pour pouvoir situer les compétences acquises. C'est un débat difficile en Belgique, et qui anime tous les européens depuis les années 60, quand le sociologue Coleman montrait que les conséquences de l'apartheid scolaire aux USA faisait que le niveau scolaire des noirs était inférieur à celui des blancs. On pense aux pays bas à des quotas ethniques, en France on s'interroge par contre sur la pertinence de la carte scolaire. Il faut par le haut et par le bas accompagner le mouvement pour éviter les séparations et les replis. L'hétérogénéité est la clé.

Je voulais revenir sur le problème soulevé par les femmes qui sont bloquées chez elles et ne peuvent pas suivre de cours parce qu'elles ont des enfants à charge. C'est un problème que je connais : pourquoi ne pas prévoir un système de garde d'enfant au niveau communal, car ces femmes sont bloquées pendant des années.

Chez BON on a une partie de la solution : il y a deux problèmes, celui des maris et celui des places de gardiennage. Aujourd'hui 12 centres de gardiennages participent à notre projet et réservent des places aux femmes qui suivent des cours de langue chez nous. De plus nous intervenons financièrement.

Billy Kalondji,

Plate Forme des communautés africaines d'Anvers. 22 nationalités différentes : nous avons une expérience en matière de langue. Nous avons poussé les gens à apprendre le néerlandais. Les cours de néerlandais sont pleins. Il faut une cohérence, il ne suffit pas de pousser les gens à apprendre la langue si il n'y a pas de suite à cela : trouver un emploi. On arrive dans une période transitoire : la plupart des jeunes africains d'Anvers sont minimum trilingues. Mais comment peuvent ils trouver un emploi ? C'est catastrophique à Anvers, même pour trouver un stage ou un emploi d'été.

On exige à Anvers de parler le néerlandais avant d'obtenir un logement social. Tout le monde l'a précisé ici : la durée d'apprentissage est longue. Nous avons signalé qu'il était difficile pour nous de trouver un logement chez les particulier, et avec cette nouvelle exigence, on nous exclut encore plus. Il faut donc plus de cohérence.

Questions & réponses : A Pierre Laurent

Q : Comment la question du voile a-t-elle été résolue chez vous ?

R : J'ai 3 écoles tout à fait différentes, dépendant de congrégations différentes. Quand on a fusionné, il y avait un problème, c'est que dans certaines écoles on pouvait porter le voile, mais pas dans d'autres. Au bout de 15 jours une fille est venue me trouver : « trouvez vous normal qu'il y ait deux règlements dans l'école ». J'ai fait un constat, et pas un jugement : dans une école, le but est de s'insérer dans le monde du travail ou dans l'enseignement supérieur, et dans la plupart des firmes, on ne peut pas porter le voile. Dans l'autre école, c'est l'enseignement professionnel, dans lequel les élèves vont par défaut. Et dans ce milieu, ces filles vont à l'école par obligation et en attendant qu'on les marie. Ce sont des filles qui ne rentreront pas dans le monde du travail. Dans certaines familles, les filles seraient enfermées dans la maison si elles ne pouvaient pas porter le voile.

Q : Comment monsieur Laurent essaie-t-il de résoudre le problème de la communication avec les parents ?

R : J'ai parlé essentiellement des primo arrivants. Leur inscription est très lourde, il faut de nombreux renseignements. Un primo est inscrit en 3 jours. Il faut faire des tests, et nous avons pour les parents un petit budget pour payer des interprètes. Les parents doivent comprendre dans quel cadre leurs enfants vont travailler. Pour les choses administratives courantes, d'autres élèves peuvent aider. Mais pour les choses privées, il faut un interprète privé. J'ai donc une personne à temps plein qui ne s'occupe que des primos.

Sœur Coppieters

Il a fallu plusieurs années de travail pour faire comprendre aux parents que l'école était essentielle, et tout un travail pour intéresser les parents illettrés aux devoirs de leurs enfants. Les enseignants n'ont souvent aucune idée de quelle vie mènent les enfants : parfois il est impossible de faire les devoirs, à 10 dans 2 pièces. Il y a un décalage entre les professionnels et la réalité de ce que les gens vivent à la maison

Vos élèves sont sûrement sensibilisés aux problématiques de solidarité. J'aimerais savoir si votre école est impliquée dans certains projets.

Nous avons fait une marche pour le Tsunami, et pour un pays d'Afrique. On fait ça de manière ponctuelle. Les jeunes ont tendance à politiser leur action. Si il y a un problème politique dans un pays, il faut être très ferme et empêcher que la politique ne rentre à l'école. J'ai fait pendant trois ans un échange avec une école « bourgeoise » à Boisfort. C'est très lourd à organiser mais ça marche. La première expérience était une expo photo sur Bruxelles, et on a constaté que les jeunes de mon école étaient plus créatifs, et que ceux de l'autre étaient plus respectueux des consignes de travail. Les élèves de cette école sont « clients » et viennent chercher une formation. Chez nous, ils attendent beaucoup de

nous, et sont beaucoup plus affectifs. Le deuxième projet était sur l'Amérique du sud, et à la fin nous avons décidé de faire un repas.

Les parents n'arrivent pas à trouver du travail : ca devient dur de motiver les enfants. On parle beaucoup de décrochage scolaire, pour ceux qui n'arrivent pas à suivre. Chacun d'entre nous à un rêve, et nos enfants aussi. Quand on les met dans le technique, leur rêve est chamboulé. Ce n'est pas le problème des études techniques, mais la façon dont on les présente. Nous vivons dans des quartiers subis. Là où on accepte de vous louer.

Pierre Laurent : il faut savoir que nos élèves ont une très mauvaise image d'eux-mêmes. Ce sont des enfants de pauvres, qui sont d'une autre culture, parfois leurs parents sont illettrés, le grand frère est au chômage. Il faut leur donner confiance en eux. Ceux qui sont en filière professionnel n'ont parfois aucune motivation. Il faut leur donner des perspectives, leur montrer qu'ils ont un avenir, contrairement à leur vision négative.

Il est également difficile de motiver des jeunes en situation administrative précaire : certains ne croient plus, après des années, à leur avenir en Belgique. C'est ici que Caritas m'a aidé, en apportant une aide légale. Dans certains cas, ils n'ont le droit à rien. Tout devient insupportable : ils ne peuvent rien faire sans devoir expliquer sans cesse qu'ils sont sans papiers, leur histoire, leur absence de statut, après 6 ou 7 ans en Belgique. Il est donc difficile de les voir décrocher. Quand je peux je me fais aider par Caritas, par le CIRE, mais on ne peut pas faire l'impossible. Parfois les Mineurs Non Accompagnés disparaissent... Le ministère donne des subsides à une école pendant 4 ans, et à 18 ans un élève doit repartir au Burundi, au Congo. Quel gaspillage pour la Belgique !